

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

DU MERCREDI 28 MAI 2014

N° 17.899

A une semaine de la présentation du projet de loi sur la réforme des institutions

Situation politique inédite en France à un moment décisif pour La Réunion

Au lendemain d'une cinquième défaite électorale pour le parti au pouvoir, la démission du chef du principal parti d'opposition crée une situation politique inédite en France. C'est dans ce contexte que sera présenté le texte sur la réforme institutionnelle.

Les élections européennes ont ébranlé les deux partis qui se succèdent au pouvoir en France depuis 50 ans. Dans une période de crise, ce type de scrutin est l'occasion pour l'opposition d'engranger un succès. C'est ce qui se vérifiait jusqu'à présent en France. Cela explique pourquoi la quasi-totalité des régions en France sont dirigées par le PS: lors des régionales, l'UMP était au pouvoir.

Les élections municipales avaient marqué une victoire de l'UMP en France. Les européennes n'ont pas pris le même chemin. C'est en effet l'extrême droite qui est arrivée en tête, à la stupeur des commentateurs des autres pays européens. L'UMP, principal parti d'opposition, est arrivé en seconde position. Certains de ses membres revendiquaient la victoire, en additionnant à leur parti les voix du centre. Le PS est loin derrière, ce qui a poussé le président de la République à convoquer une réunion de crise hier à l'Élysée. François Hollande s'est même exprimé publiquement à la télévision dans la nuit de lundi à mardi, déplorant que l'extrême droite arrive en tête dans la "patrie des Droits de l'homme". Eu égard à la politique d'austérité menée, chaque consultation est l'occasion d'un vote sanction pour une partie de l'électorat. Jamais un parti au pouvoir n'a connu une telle impopularité, c'est la crise.

PS en crise, UMP décapitée

Le lendemain mardi, c'est dans le camp d'en face que s'est joué un fait sans précédent. Au terme d'un Conseil national, Jean-François Copé, président de l'UMP, a démissionné, ainsi que toute la direction du principal parti d'opposition. Elle a été remplacée par une direction collégiale chargée d'organiser un nouveau Congrès. Trois anciens Premiers ministres appartenant à ce parti son en charge de cette responsabilité:



Affiche électorale de l'Union pour les Outremer devant l'Espace citoyen de Saint-Paul, siège de la permanence de la section PCR dans la grande commune de l'Ouest.

Alain Juppé, Jean-Pierre Raffarin et François Fillon. L'ancien parti au pouvoir est ébranlé par un scandale lié au financement de la dernière campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy. Les informations parues dans la presse font état de soupçons de surfacturation, et de prestations réglées par l'UMP plutôt que par l'association de financement de la candidature à la présidentielle. L'affaire est aussi grave qu'elle a décapité la direction du principal parti d'opposition en France. A l'UMP aussi c'est la crise.

Moment de flottement

Au lendemain des européennes, la direction politique des partis républicains parisiens est en crise, tout bords confondus. C'est le contexte. Or, dans les semaines qui viennent, plusieurs événements importants doivent avoir lieu. Dès la semaine prochaine, le gouvernement doit présenter le projet de loi de réforme institutionnelle. Le mois prochain, la visite du ministre de l'Intérieur est annoncée à La Réunion. Elle est dans doute le préalable à la visite du président de la République. Au cours de ce délai, le gouvernement doit également travailler à la mise en place d'un plan de sauvetage de la filière canne. Ce ne seront que des propositions, car c'est l'Union européenne qui est souveraine

sur ce point.

Cette désorganisation soudaine à la tête du pouvoir en France arrive donc à un moment décisif pour notre avenir. N'oublions pas que c'est dans une période de crise au sommet du pouvoir en France que les Réunionnais ont réussi à arracher l'abolition du statut colonial. En 1946, la France sortait de la guerre mondiale, et l'organisation politique de la nouvelle République n'était pas encore claire. Ce moment de flottement était une fenêtre de tir que nos aînés ont su saisir.

Soyons à la hauteur de nos aînés

Pour cela, les Réunionnais avait réussi à se rassembler sous la bannière du CRADS, et heureusement qu'ils n'avaient

pas tardé pour ne pas rater le moment décisif. Six mois plus tard, cela aurait été trop tard, car le conservatisme avait repris le dessus en France.

Dimanche dernier, c'est une liste de rassemblement qui est sortie en tête du scrutin, devant des candidats de parti. C'est bien une illustration que l'esprit de rassemblement est fermement ancré dans les convictions.

C'est pourquoi au moment où se dessine une période de flottement en France, l'heure est venue de se rassembler pour porter le plus efficacement possible la parole des Réunionnais. La situation sociale à La Réunion est hors-norme, elle appelle à un changement aussi profond qu'a pu l'être l'abolition du statut colonial. C'est donc une occasion à ne pas gâcher.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr
EMAIL PUBLICITÉ : pub.tem@orange.fr

Édito

L'UMP fait diversion après la débâcle de dimanche dernier ?

Au lendemain des élections européennes nous écrivions ceci : « Les élections des Députés au Parlement Européen sont terminées : proportionnelle à un seul tour. Tant pis pour ceux et celles qui attendent le deuxième tour. Retour dans 5 ans. Pendant ce quinquennat, beaucoup de choses vont bouger.

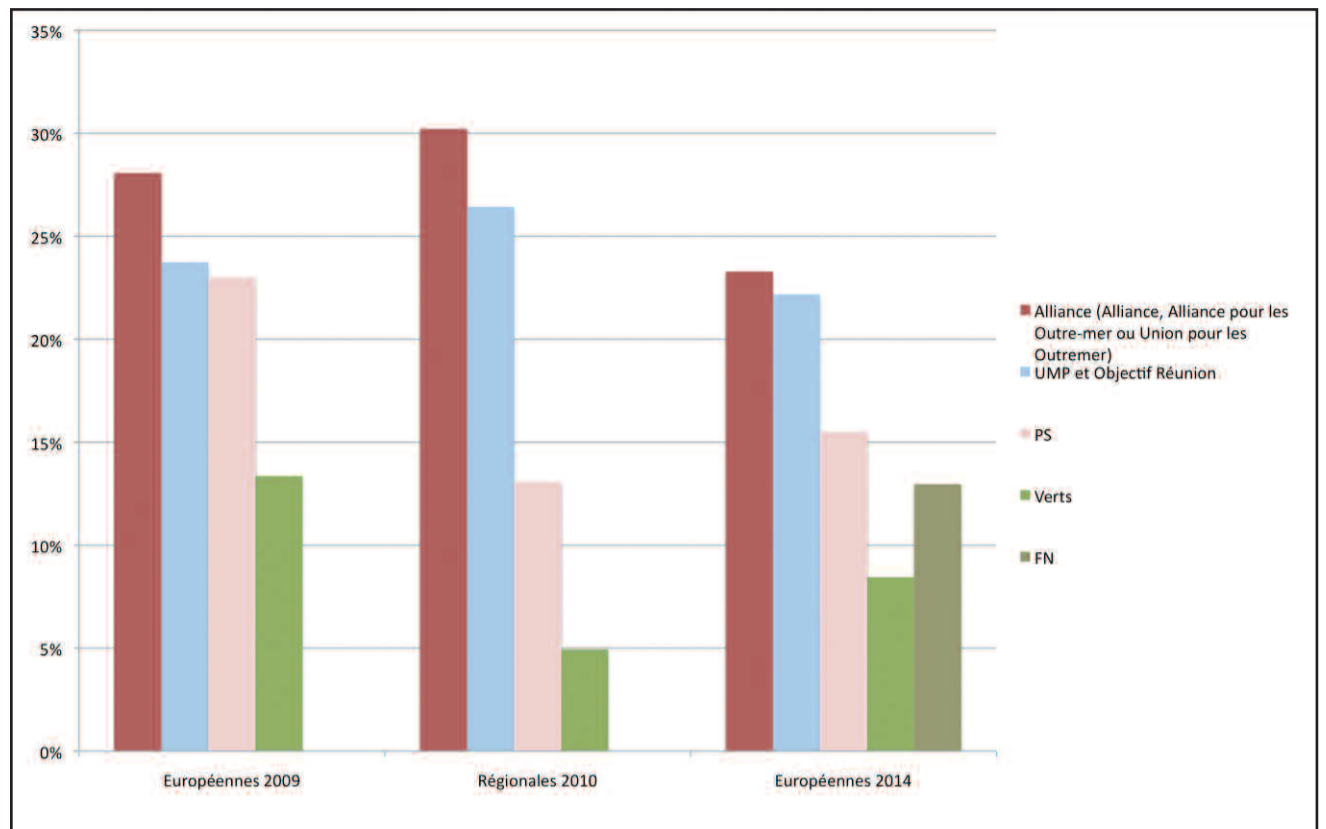
En effet, l'onde de choc d'un Front National à 25% des voix, qui multiplie le nombre de ses Députés par 5, soient une vingtaine d'élus, va continuer de se propager dans les jours suivants. Des remises en cause auront lieu au sein de tous les partis français, de la droite à la gauche. Déjà des voix se lèvent pour contester les directions politiques considérées comme responsables de la débâcle. »

C'est l'UMP qui inaugure la série par une démission collective. Officiellement, c'est une affaire de morale politique dans la gestion du compte de campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy qui en est la cause. Trois anciens premiers ministres ont été désignés pour mener le parti jusqu'à la tenue d'un Congrès dans 3 mois. Il s'agit de Juppé, Fillon et Raffarin.

Dans un climat d'affaiblissement du Président de la République et du gouvernement, le principal parti d'opposition n'a pas réussi à capter les mécontentements des Français. Ses propres électeurs sont partis au Front National. Les contestataires de Copé à la direction de l'UMP en ont profité pour lui faire payer la note. Officiellement, c'est pour permettre au nouveau du parti de se mettre en ordre de marche jusqu'à la prochaine présidentielle qui aura lieu dans 2 ans et demi.

Autant dire, demain.

J.B.



Ce graphique montre l'évolution de plusieurs forces politiques de La Réunion. Les européennes de 2014 ont confirmé la tendance. La seule inconnue est l'ancrage de l'extrême droite dans la durée.

Après les européennes, dans la perspective de l'élection de la prochaine collectivité, l'état des forces politiques

Le rassemblement toujours devant

Les élections européennes ont comme particularité de fusionner les 24 communes de l'île dans une seule circonscription, comme aux régionales. C'est pourquoi son résultat est riche d'enseignement pour le scrutin qui désignera la collectivité, qu'elle soit Région ou autre. Rappelons qu'en 2010, le premier tour des régionales avait confirmé le résultat des européennes.

Même s'il a été marqué par une forte abstention, le résultat des européennes de dimanche dernier ne doit pas être négligé dans la perspective des scrutins futurs.

En effet, les européennes de 2009 avaient annoncé le premier tour des élections régionales. L'ordre était le même. L'Alliance et l'UMP avaient quasiment réédité les mêmes scores avec 4 points d'avance pour l'Alliance. Pour le PS, son niveau exceptionnellement élevé aux européennes de 2009 s'expliquait par une mobilisation très importante à Saint-Denis. La tête de liste était en effet une adjointe au maire de Saint-Denis, c'était aussi la présidente de la CINOR. Elle avait donc pu obtenir 37% des suffrages dans la capitale.

Depuis les scrutins des régionales, trois données ont changé. Tout d'abord, l'UMP n'est plus au pouvoir à Paris, il peut donc appeler à sanctionner le gouvernement pour grappiller des voix supplémentaires. Ensuite, c'est la présence très importante du Front national dans les médias en France repris à La Réunion. À force de répéter que ce parti d'extrême droite allait devenir la première force politique de France, des électeurs ont décidé de faire confiance à ce parti en pensant qu'il peut être une alternative. Cela a nuit surtout aux formations politiques qui portent un discours qui n'est pas celui des partis pari-

siens. Enfin, l'UMP est sortie victorieuse des dernières municipales.

réelle à La Réunion.

Changements de conjoncture

Ces trois changements se reflètent dans le résultat. Cela permet à l'UMP de réduire son retard. Mais il ne parvient pas à passer devant l'Union pour les Outre-mer qui est, tout comme l'était l'Alliance, la première force politique de La Réunion.

Comme il fallait s'y attendre, l'impact des médias de France a gonflé le score de l'extrême droite. C'est là que se situe sans doute le principal potentiel de variation pour les prochains scrutins. Rappelons qu'en 2009, les Verts avaient été dans cette position. Ils avaient bénéficié d'une exposition médiatique au-dessus de la moyenne en France, ce qui a eu un impact à La Réunion avec un score de 13%, bien au-dessus de leur poids habituel. L'année suivante, les Verts étaient rentrés dans le rang: moins de 5%. Le parti socialiste revient à son niveau des régionales de 2010. Depuis 1983, date des premières élections régionales à la proportionnelle, le PS s'est toujours maintenu aux alentours de 15%. Cette constance traduit son influence

Disparition de PLR

Avant 2017, le gouvernement organisera des élections pour déterminer qui exercera le pouvoir dans les collectivités. Que la prochaine élection serve à élire les conseillers d'une Région, ou d'une collectivité portant un autre nom, il est fort probable que le scrutin sera à la proportionnelle, comme les Européennes. La seule véritable incertitude repose sur le nombre de tours de scrutins: deux comme en 2004 et 2010, ou un seul comme en 1983, 1986, 1992, 1993 et 1998? C'est pourquoi le résultat des Européennes est une indication du rapport de force qui pourra se dessiner lors de ce prochain scrutin. Cela donne donc une idée de ceux qui pèsent, et de ceux qui entretiennent des illusions sur la réalité de leur force véritable. PLR a disparu, incapable d'aider le PS à dépasser 15%, et LPA n'a pas franchi la barre des 10% malgré le renfort de l'UDI. Voilà sans doute de quoi ramener à de plus justes proportions les prétentions de chacun.

M.M.

Des orientations inquiétantes

La Possession reviendra-t-elle plus de 40 ans en arrière ?

Après l'abandon des promesses électorales, la démolition de projets et la volonté de ne plus accueillir de nouveaux habitants. Ce sont les orientations de mandature officiellement annoncées en conférences de presse par la nouvelle maire de La Possession. Est-ce l'amorce du déclin de La Possession ?

Pendant 42 ans, Roland Robert a œuvré pour faire de La Possession la ville la plus attirante de La Réunion. Des importants travaux d'infrastructure ont développé le secteur. Roland Robert a su instaurer un climat de confiance avec les investisseurs. Cela a permis la construction de logements sociaux pour mettre fin aux bidonvilles d'une part, mais aussi de lotissements destinés à des fonctionnaires ou des cadres ayant un fort pouvoir d'achat. Cela explique pourquoi des personnes appartenant à la classe sociale de Vanessa Miranville se sont fixées par milliers dans la commune. Au bout de 40 ans, cette classe sociale est devenue prépondérante et elle a placé un des siens à la tête de la Mairie.

Pour 2014-2020, Roland Robert avait prévu plusieurs réalisations à destination des classes populaires, sans négliger ceux que le système a privilégié. C'est ainsi que le nouveau Cœur de ville devait abriter des logements sociaux et de standing, ainsi qu'une piscine olympique.

L'ancien maire de la commune lançait toujours ses campagnes électorales depuis Dos d'âne. Ce choix était symbolique de l'attention portée à ce quartier le plus éloigné du littoral, et souffrant davantage de la pauvreté. Pour soutenir le développement de Dos d'âne, il avait lancé le chantier d'un centre sportif.

La Possession ville fermée ?

Mais avec l'arrivée d'une maire des riches, tout est remis en cause. Depuis le début de son mandat, elle a fait deux conférences de presse qui ont marqué les esprits. La première, c'était pour calmer ceux qui avaient cru à ses promesses. Prenant prétexte d'une soi-disant mauvaise santé financière de la commune, elle a annoncé que les promesses attendront, notamment les embauches. Lundi, elle a lancé le plan de démolition de plusieurs projets lancés par Roland Robert. Les Possessionnais n'auront pas leur piscine au centre-ville, et Dos d'âne va rester à l'écart, car le



Une annonce: un coup de frein aux projets immobiliers

centre sportif est purement et simplement annulé. Cette fois, le prétexte invoqué est de ne pas augmenter les impôts. Comme pour les promesses non tenues, cette affirmation ne repose sur rien, à moins que la nouvelle municipalité puisse prouver que Roland Robert ait fait voter une hausse des impôts pour financer ces projets.

Enfin, le clou est la volonté de lutter contre la progression démographique en mettant un frein «à la multiplication des projets immobiliers», selon le "JIR". La nouvelle équipe avoue donc son impuissance à faire face à un problème qui touche toute La Réunion: la croissance démographique. Et au prétexte que l'ancien maire n'aurait pas prévu de nouvelles écoles, alors il faut tout figer plutôt que d'aller à la recherche de financements pour construire.

Tout cela donne en passant l'image de riches voulant rester en petit comité, afin de garder pour eux seuls le bénéfice des 40 ans d'investissement légués par Roland Robert et son équipe: pas question de partager le gâteau avec de nouveaux habitants. Ces décisions ne sont pas étonnantes. Elles reflètent un égoïsme de classe. Le mérite de la nouvelle maire est d'avoir fait tomber rapidement les masques. Les Possessionnais savent donc quelle est l'idéologie derrière l'image.

L'égoïsme de classe ouvre la voie du déclin

La cerise sur le gâteau, c'est la venue à la tête des services d'un agent venu de France pour remplacer un Réunionnais.

Promesses non tenues, démolition de projets et volonté de dire «stop à la progression démographique» à en croire le "JIR", manifestement ce programme fait craindre un retour 40 ans en arrière. La base du succès de La Possession, c'était son attractivité. De telles décisions n'empêcheront pas le nombre de cadres et de fonctionnaires de continuer à augmenter à La Réunion. S'ils ne peuvent plus venir à La Possession, ils iront ailleurs. La Possession perdra donc rapidement son statut de commune la plus dynamique de La Réunion, ce qui ouvre la perspective d'un déclin si les annonces de la nouvelle municipalité sont réellement mises en application.

Nou lé Kapab AJFER

DGS de La Possession : emploi interdit aux Réunionnais

Suite à l'annonce d'un remplacement d'un cadre réunionnais par une personne venue de France, l'AJFER-Nou lé Kapab a adressé le communiqué suivant, publié sous le titre "DGS de La Possession : Un emploi de plus qui échappe aux personnes de La Réunion". Les critères de recrutement avaient pour effet de freiner le recrutement d'un Réunionnais d'occuper ce poste pourtant précédemment occupé par un Réunionnais, alors que cette commune de 40000 habitants se situe à La Réunion.

Deux mois, seulement, après l'élection de Madame le maire de La Possession, Vanessa Miranville, nous apprenons que les services de la commune s'approprient à accueillir une nouvelle Directrice Générale des Services (DGS), venant tout droit de l'extérieur.

Au soir de son élection, Madame Miranville n'avait pas caché sa volonté de recruter un cadre venu de l'extérieur au poste de DGS. Depuis, tout a donc été fait pour privilégier ce recrutement.

Ainsi, dans la réalisation de la fiche de poste certains critères, comme l'expérience exigée du candidat, ont été des freins au recrutement de personnes compétentes et capables d'occuper le poste à La Réunion. Madame le maire de la Possession a ainsi privé les cadres de La Réunion de la possibilité de faire leurs preuves et d'acquérir de l'expérience en tant que DGS.

A diplômes et compétences requises, les personnes de La Réunion formées par l'école de la République ne feraient donc pas l'affaire pour la première magistrate de la ville de La Possession.

Nou Lé Kapab (AJFER) demande depuis des années, que la priorité soit donnée aux personnes de La Réunion. Une revendication portée au plus haut sommet de l'État et qui a fait l'objet d'une mission parlementaire du Député-Maire, Patrick Lebreton.

Avec 28,5% de notre population au chômage et parmi eux 56,2% de jeunes de moins de 25 ans, il est inadmissible qu'un poste disponible à La Réunion échappe à une personne de La Réunion.

Nou Lé Kapab (AJFER) demandera un entretien avec Madame le Maire de La Possession afin de faire toute la lumière sur ce dossier et n'exclut pas de mener des actions sur place afin de dénoncer cette confiscation de l'emploi aux Réunionnaises et aux Réunionnais. Nou lé kapab dan nout péi !

**Pour Nou Lé Kapab (AJFER),
Gilles LEPELIER, Président**

La section PCR du Port

La section PCR du Port satisfaite de la réélection de Younous Omarjee

La section PCR du Port a accueilli avec satisfaction la réélection de Younous Omarjee au Parlement Européen. Ce succès est la juste réponse de l'électorat au travail fourni par le député de l'Union pour les Outre-Mer, un travail compétent et persévérant, toujours tourné vers la défense des intérêts de notre population. Arrivé en tête à La Réunion avec 23,39% des voix, Younous Omarjee l'emporte également dans la section Océan indien (La Réunion et

Mayotte). Les conditions sont ainsi créées pour qu'il poursuive son action vigilante dans un contexte qui s'annonce avec de lourdes difficultés dans les mois qui viennent (fin des quotas sucriers, incertitude sur l'octroi de mer...). La section PCR du Port a noté également le résultat réalisé par l'Union pour les Outre-Mer au Port: avec 49,25% des suffrages (1.705 voix), Younous Omarjee a récolté le score qu'il pouvait attendre dans une commune toujours au cœur

des luttes sociales réunionnaises. Ce succès, même s'il est tempéré par la forte abstention qui a caractérisé ce scrutin européen ainsi que par la montée des voix du Front National, doit inciter les Réunionnais à s'unir plus que jamais pour imposer un plan de développement économique, social et culturel, et pour offrir enfin la perspective que tout le monde attend pour La Réunion.

Un système manifestement inadapté à notre environnement

Que faire des déchets ultimes d'une station d'épuration ?

Selon ses concepteurs, la station d'épuration du Grand Prado transforme des eaux usées en eau de qualité de baignade. Mais le processus engendre des déchets, en particulier des boues. Que faire de ces déchets ultimes? Veolia, le CIRAD et la CINOR ont présenté lundi une expérimentation.

Dans le cadre du premier Comité Scientifique pour la mise en place du suivi agroenvironnemental de l'épandage agricole des boues de la station d'épuration du Grand Prado, la CINOR, Veolia Eau et le CIRAD ont invité l'ensemble des acteurs locaux à la présentation de leur programme environnemental local, SOERE-PRO Réunion.

Le dispositif mis en place permettra d'étudier les effets agronomiques et environnementaux à long terme de l'épandage des Produits Résiduaux Organiques (PRO: boues de stations d'épuration, effluents d'élevage...) sur les différents compartiments de l'environnement (eau, air, sol, plante) et ainsi de constituer le socle de connaissance du comportement des sols réunionnais soumis à ces différents modes de fertilisation. Ces PRO seront également comparés à une fertilisa-



Les effets des déchets ultimes sur l'environnement sont testés sur une parcelle de canne à sucre.

tion minérale classique. Selon la CINOR, Veolia et le CIRAD, «les résultats du programme conditionneront la faisabilité de la valorisation agricole des boues de la sta-

tion du Grand Prado, mais orienteront également les démarches à mettre en œuvre pour d'autres stations, dans des pays où la culture de la canne à sucre est pratiquée».

Pollution aussi préoccupante que les incinérateurs ou le nucléaire

Aussi louables soient les objectifs de cette expérimentation, ils révèlent l'inadaptation des stations d'épuration sur le modèle occidental au traitement des eaux usées à La Réunion. C'est tout d'abord le centralisme. Une seule usine est chargée de s'occuper du problème de Sainte-Marie et Saint-Denis réunies, soit bien plus de 150.000 habitants. Un blocage, et c'est l'assainissement d'un Réunionnais sur 5 remis en cause.

La conséquence de ce centralisme, ce sont des kilomètres de tuyau pour transporter de l'eau usée jusqu'au point de traitement. La Réunion est une île montagneuse tropicale, ce qui n'est pas le cas

des pays occidentaux d'où viennent ces stations d'épuration. Le coût du transport est donc plus élevé.

Les installations sont performantes, car elles produisent de l'eau de qualité de baignade. Mais cette eau est rejetée à la mer. Ce système fait au'à La Réunion, l'eau ne sert qu'une fois.

L'expérimentation en cours révèle un aspect plus inquiétant. Comme les incinérateurs, les stations d'épuration produisent des déchets ultimes qu'il faut bien traiter pour empêcher une grave pollution. Alors des tests sont lancés, avec cette fois-ci l'étude de la fertilisation de la canne à sucre par

ces déchets. L'objectif affiché signifie donc que dans les pays où pousse la canne à sucre, personne n'a encore testé l'épandage des boues des stations d'épuration sur les plantations. Cela ne veut-il pas dire que dans les pays où pousse la canne à sucre, d'autres modes de traitement des eaux usées peuvent exister?

Quoiqu' en soit, ces déchets ultimes sont un problème considérable. C'est un point commun des stations d'épuration avec les incinérateurs et les centrales nucléaires. Qui songerait à implanter ces deux derniers équipements à La Réunion?

Effondrement de la fréquentation des hôtels

Nouvelle claque pour le tourisme

Le résultat des derniers chiffres de fréquentation des hôtels publiés hier par l'INSEE sont sans concession. C'est l'effondrement. C'est le résultat de la coûteuse et inefficace politique mise en place par Didier Robert et ses amis depuis 4 ans.

«Avec 182 300 nuitées au 1er trimestre 2014, la fréquentation des hôtels classés réunionnais recule de 11% par rapport au 1er trimestre 2013.

La fréquentation diminue chaque mois du trimestre mais le recul est plus accentué en janvier: -15% par rapport à janvier 2013. Le cyclone Bèjisa passé près de La Réunion le 2 janvier a pu perturber l'activité mais janvier 2013 avait également été touché par le

cyclone Dumile.

La fréquentation a diminué dans toutes les catégories d'hôtels. La baisse est cependant plus marquée dans les 3 étoiles (-14%) et dans les hôtels de 1 ou 2 étoiles (-12%).

La région Ouest est la plus touchée: la fréquentation y recule de 15% contre -5% dans le Nord-est et -3% dans le Sud.

Le taux d'occupation diminue de 4

points par rapport au 1er trimestre 2013 et atteint 58%.

Ce recul résulte de la baisse du nombre de chambres occupées (-7%), compensée en partie par un léger retrait de l'offre de chambres (1%).

Le taux d'occupation recule fortement dans les hôtels de l'Ouest (-8 points) tandis qu'il est relativement stable pour les hôtels du Nord-est et du Sud (respectivement +1 point et -1 point).»

Otè!

Zéléksion éropéène : Balon lé ron pou toulmoun matant !

Matant Zélida la ékri Justin:

Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de-fon dovan l'éternité,
i prètan dir, mèm si bann rouj la fine bien afayir,
zot la gingn in dépit éropéin, Younous Omarjee. Mi pans zot la poin pou bate dsi l'éstoma avèk in pti partisipasyon lo zéléktèr é anplis ké sa zot lété troizyèm déyèr la droite épi déyèr parti sosyalis, sak toulmoun i apèl la gosh. Arzout èk sa, zot la avans maské pars moïn la pa antandi dir parti kominis téi soutien lo dépité Omarjee. Sak moïn lé sir sé ké bann zournalis la bate la lang la-dsi. Mèm ké inn la di, zot parti la fé sak li pouvè pou fé pèrd zot prop kandida... Sa i vé pétète dir ké in foi anplis zot la pèrd. Kan zot i sèy fé éli in moun zot i ariv pi, é kan zot i vé fé bate in moun, zot i gingn mèm pa. L'inpui-sans-la, sa in movémaladi sa!.. Tok! Pran sa pou toi!

Justin la fé pou répons:

Mon vyé matant k'i koz touzour la boush rouvèr,
La ou i sort fé in dékouvert la! Ala ké d'après ou nou la sèy fé bate lo dépité l'inion pou l'outremèr. Poitan la pa Sint-Sizane list la fé son mèyèr rézilta! Poitan, dann zournal témoignages la pa pass in zour san k'i parl Younous Omarjee! Poitan in pé partou bann militan kominis la fé zot travay! In légzanp: Sintandré... bann kamarad lé distribyé trak. Alor si d'après ou nou la sèy fé pèrd nout kandida, parl pi alor bann sosyalis é bann l'ump... sak la fé la kanpagn an dorman. Konm di lo kont, in kanpagn, sa i dépann bann kandida, bann parti ki soutien azot, sa i dépann osi la volonté bann zéléktèr. I pé pa an avoir in bon kanpagn si lo troi i rankont pa é lo bann zéléktèr té in pé dépasé par in règloman bien difisil pou konprann, par in n'afèr k'i apèl l'Erop in pé loïn par rapor anou... Antansion kant mèm sak la ékout nout dépité li la antann bon zéplikasion é si li téi vé li la gingn bon rézon pou voté... In n'ot afèr mi pans la shagrine azot in pé: sé ké la list l'inion pou l'outremèr l'avé lo soutien bann parti l'outremèr solman, pa sète in gran parti La Frans konm parti sosyalis épi l'ump. Sa lé inportan sa matant pars sa i vé dir si bann l'outremèr i vé, zot i pé fèr in l'inion é ranport désèrtènn viktoir. Sa lété vré yèr, lé vré zordi é sar vré domin. La politik l'inion ala in n'afèr i fo anou! Tok! Pran sa pou ou!

Justin

NB: Matant ou l'après parl bann komplikasion la loi, la fête dé mèr, la distans rant bann péi l'outremèr. Ou na rézon, mé obli pa in n'afèrmatant, dann foutbal na in patoi i di bien: "balon lé ron pou toulmoun". Sa i vé dirsi na difikilté sé pou toulmoun é sk i fo sé pass par dsi lobstak. Sak i pass i gingn! Sa sé in n'afèr a pa oubliyé!